



GUILÉ FUNDS

DE PURY PICTET TURRETTINI & CIE SA

LES STRATÉGIES D'INVESTISSEMENT RESPONSABLE

Screening
négatif

Exclusion
selon
critères anti-
ESG

Screening
positif

Inclusion
selon
gestion des
critères ESG

Best in class

Sélection
meilleurs
élèves (en
relatif)

Engagement

Activisme
actionnarial
par vote et
dialogue

Intégration

Critères
ESG dans
l'analyse
globale


GUILÉ FUNDS

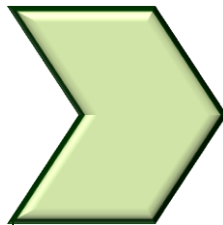
DÉMARCHE FINANCIÈRE ET ACTIONNARIALE



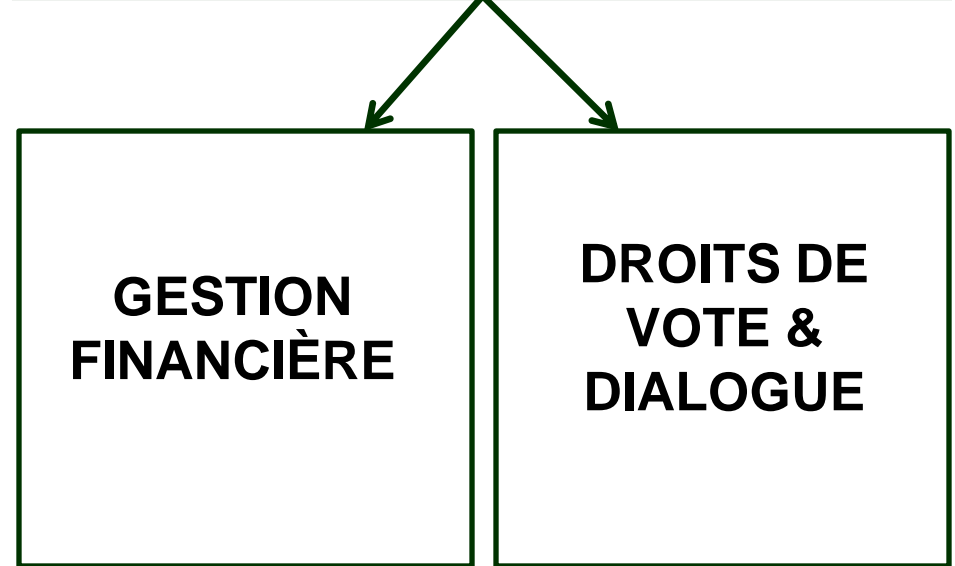
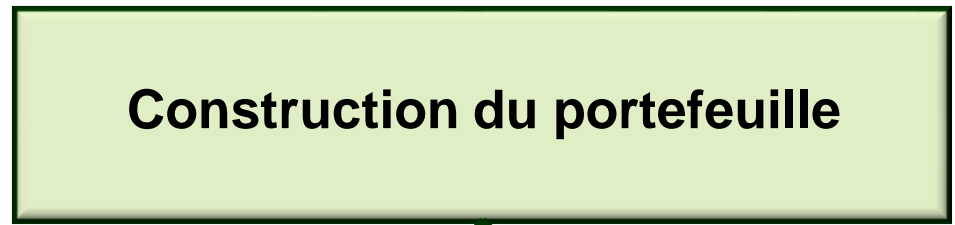
Identification des investissements possibles



Analyse détaillée fondamentale



Valorisation basée sur un modèle propriétaire



Désinvestissement :

- valorisation
- changement de conviction
- refus persistant de dialogue

LE GLOBAL COMPACT : LE SEUL CADRE NORMATIF

Lancé en janvier 2000, le **Global Compact des Nations Unies** :

- est une **initiative mondiale d'autorégulation unique dans l'Histoire** (aujourd'hui 5'300 sociétés signataires, 20'000 en 2020 !)
- qui vise la **Responsabilité Sociale des Entreprises**, par l'alignement de leurs activités et stratégies sur **10 principes universellement reconnus** (couvrant les droits de l'Homme, le droit du travail, l'environnement et la lutte contre la corruption, voir annexe)
- qui exige en premier lieu la **transparence et une information ouverte à tous.**



LES 10 PRINCIPES DU GLOBAL COMPACT

Les **10 Principes du Global Compact** déclarent qu'une entreprise devrait:

DROITS DE L'HOMME

- 1.- promouvoir et respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme;
- 2.- veiller à ne pas se rendre complice de violations des droits de l'homme;

NORMES DU TRAVAIL

- 3.- respecter la liberté d'association et reconnaître le droit de négociation collective;
- 4.- éliminer toutes les formes de travail forcé ou obligatoire;
- 5.- abolir le travail des enfants
- 6.- éliminer la discrimination en matière d'emploi et de profession;

ENVIRONNEMENT

- 7.- appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement ;
- 8.- entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement ;
- 9.- favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement;

ANTI-CORRUPTION

- 10.- agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.

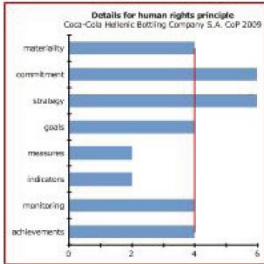
ANALYSE DE L'EXHAUSTIVITÉ DE L'INFORMATION

Cette analyse cherche à définir la mise en œuvre de chaque principe tout au long du cycle de management selon 8 critères :

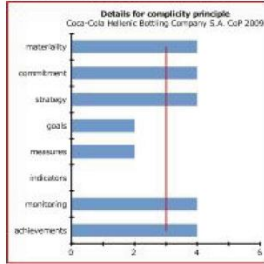
- 1) Comment l'entreprise décrit l'**importance** du principe (càd l'impact de ce principe sur les activités et la performance de la société dans toute sa chaîne de valeur) ?
- 2) A quel point l'entreprise émet un **engagement** vis-à-vis du principe (càd un engagement explicite et concret de sa responsabilité et de ses priorités) ?
- 3) Comment le principe est-il intégré à la **stratégie** de l'entreprise (càd son intégration concrète dans la politique d'entreprise et dans les processus) ?
- 4) Est-ce que les **objectifs** sont clairement définis (comment la société transforme son engagement en objectifs tangibles) ?
- 5) Est-ce que les **mesures** nécessaires sont correctement décrites (càd les actions mises en place pour s'assurer de l'intégration du principe dans les activités quotidiennes de la société) ?
- 6) Quels **indicateurs** de mesure de performance la société a-t-elle identifiés ?
- 7) Est-ce que le système de **contrôle** est en place (càd les procédures de surveillance, d'audit, de mesures de corrections) ?
- 8) Quel est l'**impact** des mesures prises (càd les résultats, performances, réussites ou échecs) ?

ANALYSE DE CHACUN DES 10 PRINCIPES

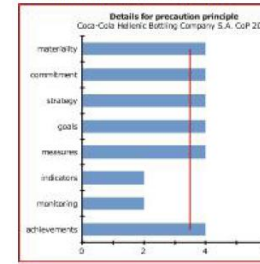
Human rights (1)



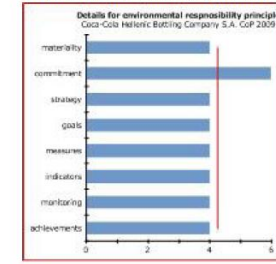
Complicity (2)



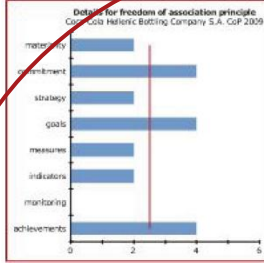
Precautionary approach (7)



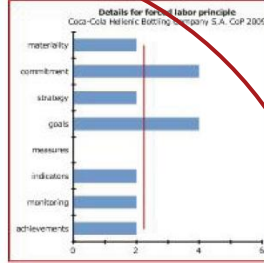
Environmental responsibility (8)



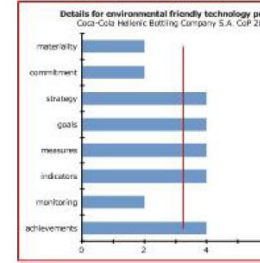
Freedom of association (3)



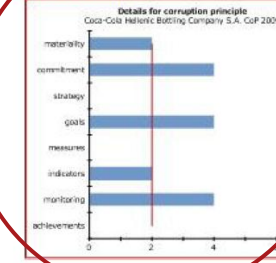
Forced labor (4)



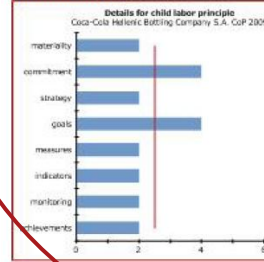
Env. friendly technology (9)



Corruption (10)



Child labor (5)



Discrimination (6)

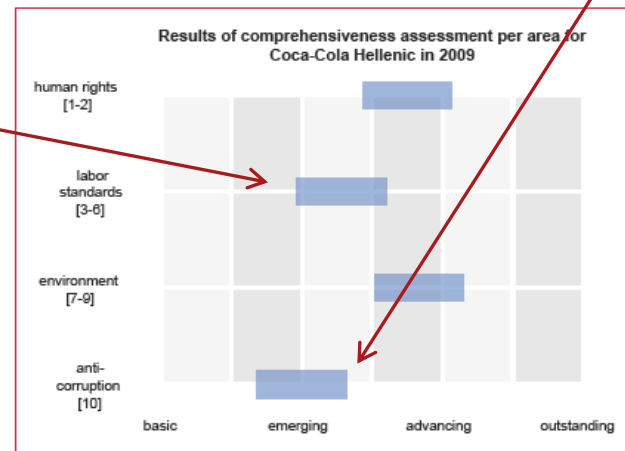
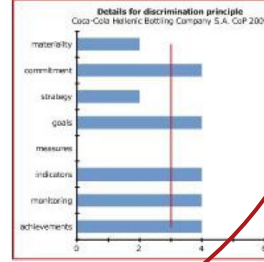
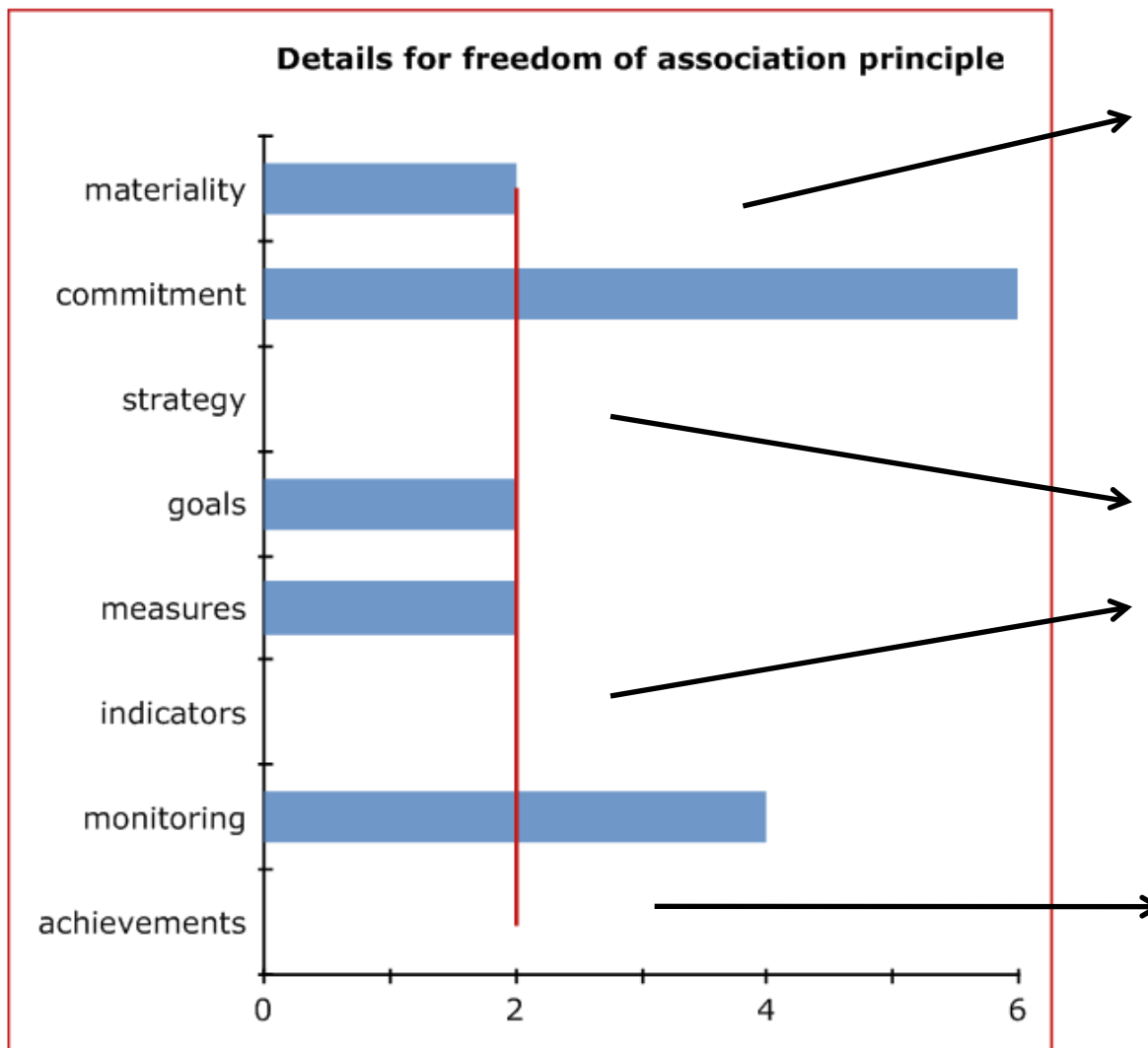


ILLUSTRATION : PRINCIPE 3 SOCIÉTÉ « XYZ »



Alors que l'engagement de la société XYZ est très élevé car ce principe est d'une grande importance pour l'entreprise ...

... elle ne fait part d'aucune stratégie pour l'intégrer dans sa politique d'entreprise, et ne dispose pas d'indicateurs pour évaluer la performance des mesures prises ...

... ce qui ne permet donc pas aux parties prenantes de prendre acte de l'impact de la gestion de ce principe (aucun résultat, bon ou mauvais, n'est communiqué).

ANALYSE DE LA QUALITÉ DE L'INFORMATION

Cette analyse cherche à définir si l'information délivrée par l'entreprise est crédible.

6 critères - à différentes pondérations - sont pris en compte pour juger de la qualité de l'information fournie :

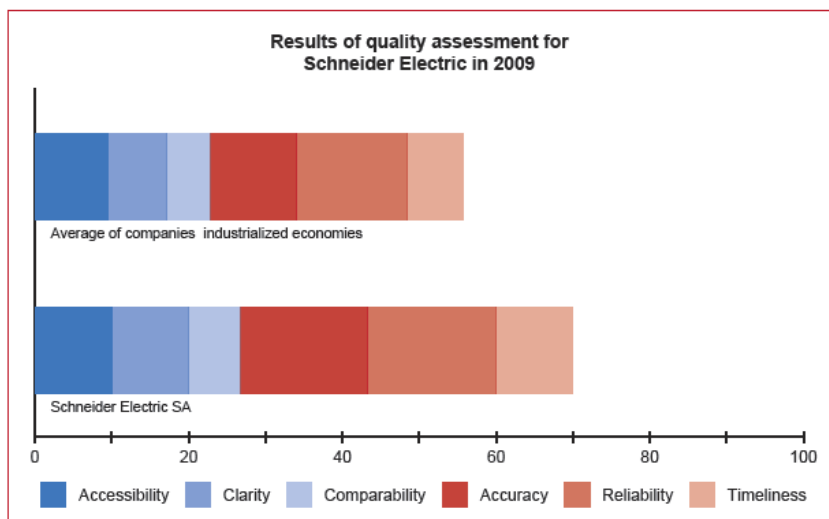
- | | |
|---|-----|
| 1) l' accessibilité | 15% |
| <i>= est-ce qu'on trouve facilement les informations nécessaires</i> | |
| 2) la clarté | 15% |
| <i>= est-ce que l'information est facile à comprendre et précise</i> | |
| 3) la comparabilité | 10% |
| <i>= est-ce que l'information peut être analysée dans la durée et vis-à-vis des concurrents</i> | |
| 4) l' exactitude | 25% |
| <i>= comment la société a collecté l'information pour qu'elle soit pertinente</i> | |
| 5) la fiabilité | 25% |
| <i>= à quel point peut-on avoir confiance dans l'information / vérification</i> | |
| 6) la rapidité | 10% |
| <i>= est-ce que le rapport est délivré assez tôt dans l'année avec une périodicité stable</i> | |

ANALYSE GLOBALE GUILÉ POUR CHAQUE ENTREPRISE

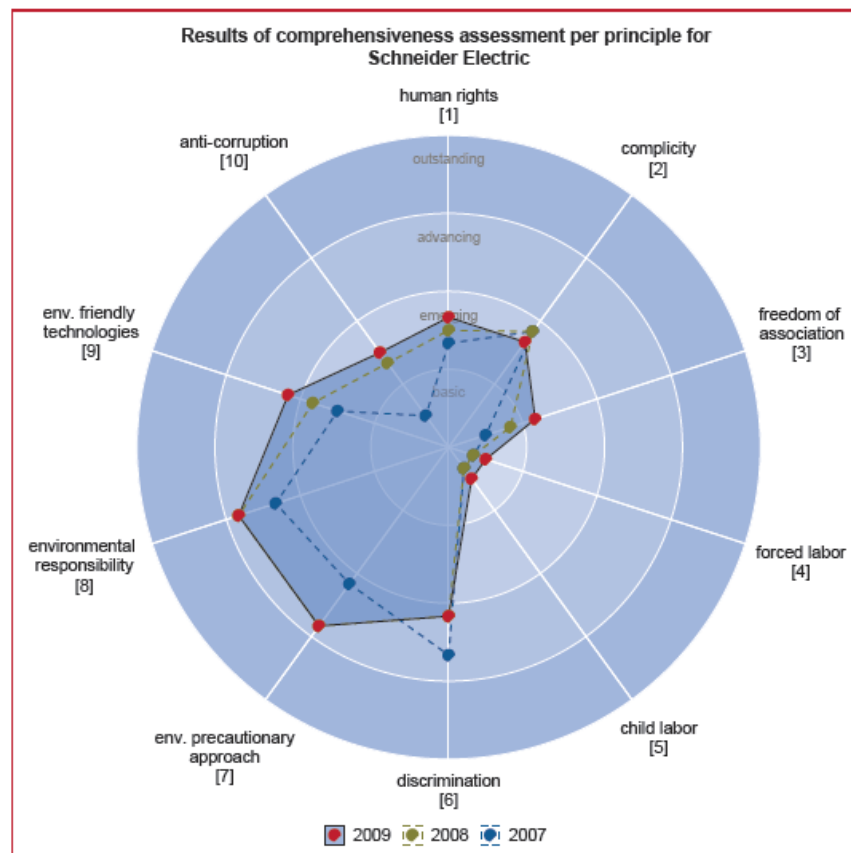
Analyse envoyée

1. au Président du Conseil d'Administration
2. au CEO
3. aux responsables du Développement Durable.

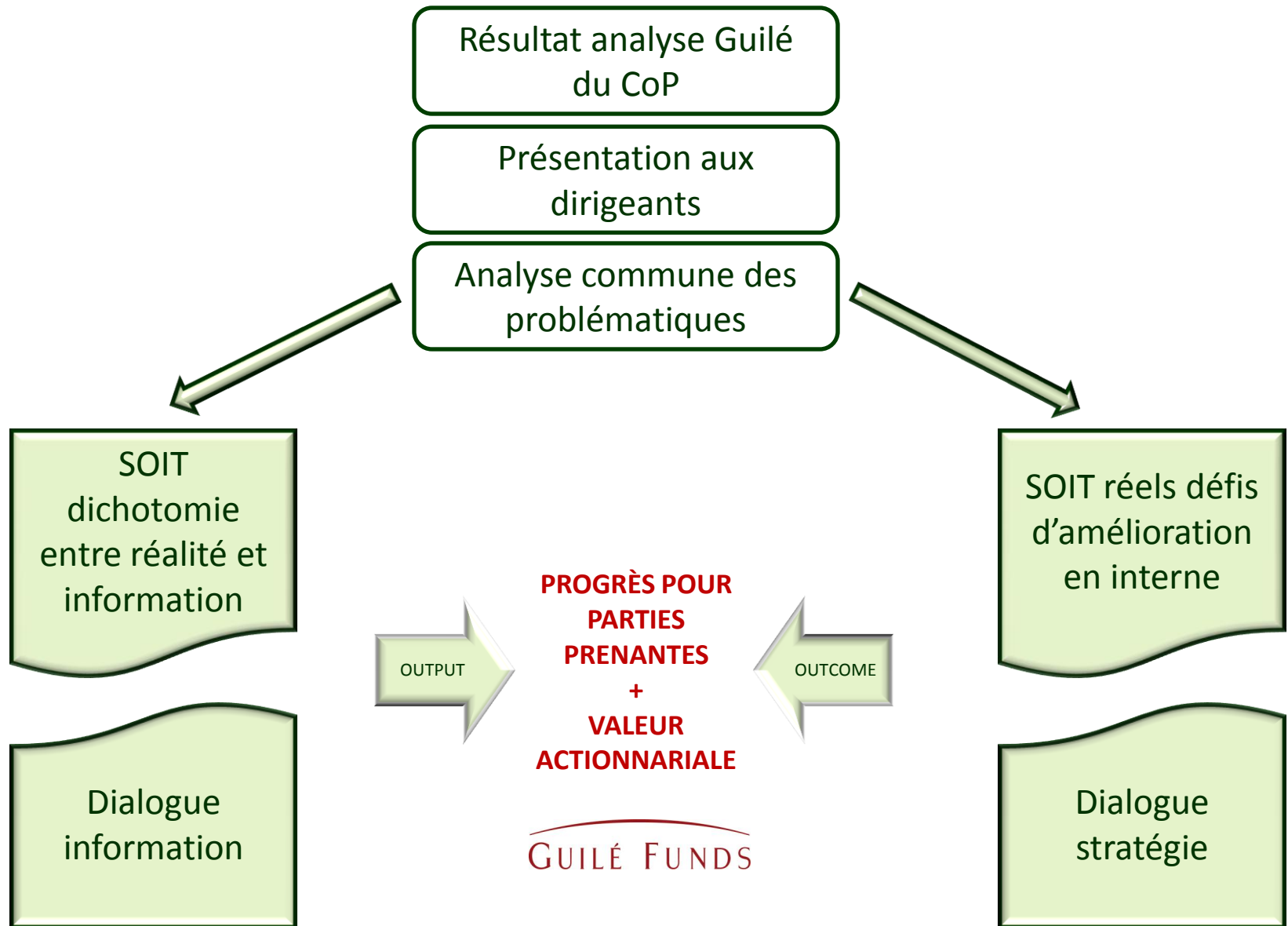
QUALITÉ DE L'INFORMATION



EXHAUSTIVITÉ DE L'INFORMATION



CONCLUSION DU DIALOGUE AVEC GUILÉ : LES ATTENTES DE PROGRÈS



Rapport d'activités annuel:
DOCUMENT CONFIDENTIEL
 pour les clients de Guilé
 - Explication sujets en votation
 aux AG, décisions de vote et
 résultats finaux des votes;
 - Analyse des 10 principes du
 GC, points discutés au cours du
 dialogue avec les entreprises,
 personnes rencontrées, degré
 d'impact de cet engagement;
 - Statistiques de votes et
 d'engagement sur l'année.

CRÉDIT SUISSE - Suisse

Assemblée générale du 30 avril 2010 - Hallenstadion, Zurich

Informations générales :

Nombre d'employés : 47'600 dont 20'900 en Suisse, actionnaires principaux : Qatar Investment Authority 9.9%, Citigroup Investments Co 6.6%, Chase Nominees 7%, BlackRock 3.76%, Koor Industries 3.12%, Capital Group Companies 3.08%.
 Le Directeur Général (Bradly Doogan) et Président du CA (Hans-Ulrich Dörrig) sont deux fonctions séparées.

Faits marquants pour la votation à l'Assemblée Générale :

Rémunération

La politique de rémunération du CS est soumise au vote consultatif. L'année d'avant, les actionnaires avaient voté contre à 5.57% des voix, cette fois-ci le vote contre s'élevait à 29.16%. Entretiens sans doute les actionnaires ont été sensibilisés à certains points critiques et ont pris conscience de la nécessité d'une bonne gouvernance en la matière. En résumé, la banque ne donne pas suffisamment d'informations sur la rémunération de chaque membre exécutif, sur la structure exacte de cette rémunération et sur les critères qui peuvent à nouveau flammer à des niveaux disproportionnés, ce d'autant que le CS se compare à seulement 2 banques européennes (Deutsche Bank et UBS) alors qu'il y a 5 banques américaines dans leur panel de comparaison. De plus, cinq membres du CA reçoivent une part de rémunération variable.

Composition du Conseil d'Administration

Les membres du conseil sont élus de façon individuelle pour une période de 3 ans. Le CA compte 15 membres dont une femme. Monsieur Syriani représente l'actionnaire Citigroup dont il est le CEO. Il siège par contre au CA du CS depuis plus de 10 ans et il est également le Président du Comité de rémunération depuis 2004, donc particulièrement critiqué étant donné les excès de rémunération observés et la faible transparence encore accordée aux actionnaires sur ce sujet. C'est pourquoi nous avons décidé de nous opposer à sa réélection.

EXERCICE DES DROITS DE VOTE

	Vote Guilé	Position de CA	POUR %	CONTRE %
1.1 Présentations des résultats financiers	-	-	-	-
1.2 Vote consultatif sur la politique de rémunération	CONTRE	POUR	66.23	29.16
1.3 Approbation du rapport annuel et des comptes de la Société	POUR	POUR	98.24	0.72
2. Décharge des membres du Conseil d'Administration et du Comité exécutif	POUR	POUR	92.24	1.83
3. Affectation du bénéfice, fixation du dividende	POUR	POUR	99.39	0.36
4. Amendement des articles de règlement concernant les facteurs, convention de facteurs	POUR	POUR	99.39	0.36
5.1 (M) décharge des membres du Conseil d'Administration				
a) Décharge Norven Dörrig	POUR	POUR	96.23	3.27
b) Décharge Aziz A. B. Syriani	CONTRE	POUR	66.17	27.25
c) Décharge Harald W. Sie	POUR	POUR	99.13	0.69
d) Décharge Peter Weibel	POUR	POUR	99.67	0.35
e) Décharge Joachim von Harms J. A. Thoni	POUR	POUR	96.63	0.93
f) Décharge Robert Krennacker	POUR	POUR	96.29	1.15
5.2 Ratification de l'organe d'audit	POUR	POUR	99.14	0.32
5.2 Ratification des auditeurs spéciaux	POUR	POUR	99.33	0.11



HENNES & MAURITZ - signataire du Global Compact depuis 2001



ANALYSE DES RAISONS DE L'INVESTISSEMENT

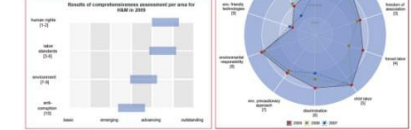
Le plus important distributeur de textiles dans le monde, qui ouvre 2 nouveaux magasins par jour en moyenne. Modèles totalement sobres (niveau de design et la gestion des flux de produits sont réalisés en interne) ; toute la production est faite en Asie - il est un avantage en termes de coûts. Le fait d'être un prescripteur de tendances et un leader en termes de prix lui assure une rentabilité très importante.

ANALYSE des enjeux de responsabilité d'entreprise :
 Les principaux enjeux : 1) droits du travail dans la chaîne d'approvisionnement (heures supplémentaires, salaire minimum, travail des enfants etc.) car la société a tout délocalisé dans des pays tels que le Bangladesh, la Chine, l'Indonésie et le Tadjikistan. 2) H&M est tributaire du coton (donc de la pénurie d'eau ou de l'augmentation par ex. des engrais) 3) l'utilisation d'énergie et de produits chimiques doit être maîtrisée.

ANALYSE

Re-analyse de la Responsabilité d'Entreprise (COP) de discussion de Guilé avec la société.
 2010 Réunion téléphonique avec le Head of Investors Relations et le Global Coordinator of Code of Conduct (département Responsabilité d'Entreprise).

Résultats pour 2009 :



Source: Fondation Guilé

Source: Fondation Guilé

DIALOGUE - Exemple dans la gestion de la chaîne d'approvisionnement

H&M effectue un travail remarquable de respect des normes sociales et environnementales dans la chaîne d'approvisionnement. L'entreprise s'engage avec ses fournisseurs du monde entier et fournit des données sur ses réalisations et ses achats de façon tout à fait transparente. H&M accomplit un travail important en s'attachant aux causes profondes des défis sociaux tels que le travail des enfants. De même, l'entreprise s'efforce constamment d'élargir son champ d'activité par la prise en compte de chaque étape du cycle de vie de ses produits, de la culture du coton au lavage des vêtements.

Pour rester en phase avec la recherche constante d'amélioration dont fait preuve H&M, les experts Guilé ont proposé de faciliter la compréhension du rapport sur la durabilité en mettant l'accent sur un nombre plus limité d'indicateurs de performance (en anglais, KPI - Key Performance Indicator). Des propositions pour améliorer le reporting sur la lutte contre la corruption ont également fait l'objet de discussions, comme le fait de divulguer plus de détails sur les activités destinées à traduire le fort engagement de l'entreprise à lutter contre la corruption, dans ses opérations et prises de décisions quotidiennes.

DÉGRÉ D'ENGAGEMENT

	(S)	(B)
1		
2		
3		
4		
5		

4 à 6 parutions annuelles:
 - vecteur de communication public d'utilité « générale »
 - exemples de pratiques responsables
 - effort didactique d'explication des investissements socialement responsables et des initiatives globales pour un développement durable
 - activités de la Fondation Guilé

JOURNAL DE GUILÉ

« RESPONSIBILITY CREATES VALUE »

Mars 2011

EDITORIAL

Chers lecteurs,

D'après l'une des plus grandes études¹ jamais réalisées, auprès d'environ 1000 hauts responsables d'entreprises, 53% des CEO considèrent désormais la durabilité comme un élément critique du succès de leur société.

D'importants investisseurs institutionnels suisses sont, depuis plusieurs mois, en réflexion pour mettre en place une politique d'investissement qui prendra dûment en compte les facteurs de développement durable et leur responsabilité d'actionnaire à long terme.

Malgré sur les deux fronts, les entreprises et les caisses de pensions butent souvent sur la mise en pratique de cette vision. Ainsi des 50% de CEO qui pensent que leurs critères de responsabilité devraient être intégrés tout au long de leur chaîne de fournisseurs, plus d'un tiers ne s'admettent que cet objectif n'est pas tout à fait atteint.

Quant aux caisses de pensions, on voit davantage d'institutions publiques se doter d'un code de conduite d'actionnaire responsable que de caisses de pensions des grandes entreprises.

Une anecdote, rapportée par le Financial Times, raconte que le CEO d'Innovia ne souhaite voir que des investisseurs motivés par une croissance durable et responsable à long terme, réalisant les souhaits de ses actionnaires. Un de ses hauts dirigeants se plaignait d'ailleurs, lors d'une conférence, que les investisseurs ne posent que rarement des questions sur la gestion sociale et environnementale de l'entreprise et restent obsédés par les profits. Mais lorsqu'un membre de l'assistance a demandé comment la caisse de pensions d'Innovia appréhendait les facteurs ESG des

sociétés dans lesquelles elle investit, il n'a pu répondre !
 Ça laisse perplexe...

... mais ça appelle aussi une réflexion sur les possibilités d'être un investisseur responsable. L'étude biennale de Euronet montre une progression toujours impressionnante du « marché » des Investissements Socialement Responsables (voir article page 3), mais elle met l'accent aujourd'hui sur l'évolution des pratiques de ce marché, qui draine en Europe 5'000 milliards d'euros !

Les approches d'engagement et d'intégration prennent le pas sur les premières méthodes d'investissement qui étaient basées sur le choix des « meilleurs élèves » (best in class) ou sur des thèmes d'investissement (comme le climat). Une recherche approfondie publiée par Novethic en février confirme cette tendance et dissèque l'approche de l'engagement actionnaire (voir article qui suit).

La démarche d'engagement répond certainement le mieux aujourd'hui à la difficulté, à la fois pour les entreprises et pour les caisses de pensions, de mettre en œuvre une vision de responsabilité d'entreprise et d'actionnaire. L'engagement a en effet pour mission, à nos yeux, d'accompagner l'entreprise dans la mise en place de pratiques responsables tout en préservant la création de valeur économique pour elle et pour ses actionnaires.

Par contre, l'engagement est certainement, dans l'univers des investissements socialement responsables, la méthode qui nécessite le plus de compétences spécifiques et surtout de légitimité (voir article page 3) pour obtenir un réel impact.

Bonne lecture
 Doris Rochat

¹ A New Era of Sustainability
 UN Global Compact-Accenture CEO Study 2010

SOMMAIRE

OUVERT-ET QUE L'ENGAGEMENT
 L'approche d'engagement des acteurs européens, étudiée par le centre de recherche de Novethic.

LES FACTEURS DE SUCCÈS DE L'ENGAGEMENT DES ACTIONNAIRES
 Depuis de nombreuses années, des études cherchent à déterminer les critères essentiels pour exercer de l'influence des actionnaires sur les entreprises.

LE MARCHÉ IRI EN EUROPE
 L'étude 2010 d'Euronet mesure un marché des Investissements Socialement Responsables toujours aussi dynamique en Europe.

LE GLOBAL COMPACT APPELLE À UNE ACTION RÉVOLUTIONNAIRE
 Au World Economic Forum, la réunion organisée par la Fondation Guilé a accueilli un discours détonnant de M. Ban Ki-moon.

L'ENGAGEMENT SOUS LA LOUPE DE NOVETHIC

Publiée il y a un mois, cette étude de l'agence française dissèque un panorama des approches d'engagement en Europe.

Les définitions de l'engagement peuvent varier selon les acteurs et les pays. Novethic propose la suivante :
 « L'engagement actionnaire désigne le fait pour un investisseur de prendre position sur des enjeux ESG et d'engager des entreprises, via des outils ou/et des pratiques, afin qu'elles améliorent leurs pratiques dans la durée. Ces engagements sont formulés via une démarche structurée comprenant un dialogue direct avec l'entreprise et un suivi dans le temps. »

(suite page 2)

LA FONDATION GUILÉ CHAQUE ANNÉE À DAVOS

World Economic Forum

Le Global Compact :
 « Appel à une action révolutionnaire pour le développement durable »



Lors de la traditionnelle conférence annuelle de la Fondation Guilé le 28 janvier dernier à Davos, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, devant près de 100 décideurs, a appelé à une « action révolutionnaire » pour assurer un développement durable, estimant que le modèle économique du siècle passé, fondé sur une consommation illimitée des ressources naturelles, était suicidaire.

« Au cours du siècle dernier, la croissance économique a été alimentée par ce qui semblait être une véritable abondance de ressources naturelles. Nous avons misé notre avenir sur la croissance. Nous avons brisé nos réserves vis-à-vis de la propriété. Nous avons cru à la consommation sans conséquence. Ces jours sont révolus », a répété Ban Ki-moon devant les participants du quatrième séminaire annuel de la Fondation Guilé dans le cadre du World Economic Forum de Davos.

Face à cette crise, les ressources commencent à baliser, alors que le biométrie mondial est en train de monter. Le changement climatique nous montre que l'action mondiale est devenue urgente. Qu'il est devenu extrêmement dangereux. Ce modèle est une recette pour des désastres nationaux. C'est un pacte pour un siècle mondial, et il pourrait, avant de s'effriter publiquement sur la réponse à apporter à cette situation.

les gouvernements et la société civile. Entre sécurité mondiale et planète mondiale. C'est bon pour les affaires, pour les politiques, pour la société », a ajouté Ban Ki-moon.

C'est lors de cet événement qu'a été lancé le « Global Compact LEAD », initiative inspirée par la Fondation Guilé dans le cadre de la stratégie du Global Compact pour les dix prochaines années. Ce programme regroupe une cinquantaine de sociétés à l'échelle mondiale des efforts du secteur privé pour lutter contre les déséquilibres sociaux, le changement climatique et promouvoir une croissance verte, et qui veulent donner l'exemple en tirant vers le haut le reste des entreprises signataires de Global Compact.

Nous avons besoin d'une révolution. Une révolution de la pensée. Une révolution de l'action. Une révolution du libre échange pour un développement mondial durable. Pour que cette promesse, nous devons être prêts à des changements majeurs – dans nos modes de vie, notre organisation sociale et notre vie politique », a-t-il déclaré.

Mais le problème pour Ban Ki-moon, c'est que le monde « manque de temps ». « Du temps pour lutter contre le changement climatique. Du temps pour construire une croissance verte pérenne. Du temps pour générer une révolution de l'énergie propre ».

Mettez en œuvre ces 10 principes (du Global Compact) dans vos stratégies, vos opérations, vos chaînes d'approvisionnement. Ensemble, abaissez les murs. Les murs entre idéologies économiques et changement climatique. Entre le monde des affaires,

« Quand des sociétés prennent en main des problèmes de développement durable en les intégrant à leurs opérations et leurs stratégies, année après année, vous envoyez un signal fort à tout le monde. »

« L'un des de ces risques qui est un facteur indispensable et fondamental pour mobiliser et développer des solutions durables. A l'ONU, nous ferons de notre mieux pour soutenir vos efforts, mais nous recommandons aussi que la plupart du travail est entre vos mains. Merci pour votre engagement », a-t-il conclu. De nombreux représentants d'entreprises se sont tournés vers la Fondation Guilé lors des débats, en demandant de l'assistance dans l'application concrète de ces grandes intentions. La Fondation d'approvisionnement. Ensemble, abaissez les murs. Les murs entre idéologies économiques et changement climatique. Entre le monde des affaires,

Journal publié par de Pury Pictet Turrazini & Cie S.A.
 Fonds Guilé - 12 rue de la Coraterre - 1204 Genève - +41 22 317 00 30 - Contact :
 Mme Doris Rochat (rochat@pictet.ch) et M. Melchior de Murat - www.pgfc.ch
 Les trois premiers lots du Journal de Guilé sont accessibles sur le site internet dans la rubrique Documentation des Fonds Guilé.

La Fondation Guilé - Domaine de Guilé - Route du Mont Renaud 19-21
 2956 Boncourt - www.guile.net

Parution: 25 mars 2011

ANNEXES

INDEPENDANCE

- Société de gestion de fortune créée en 1996
- Equipe stable et associée à long terme
- Totale indépendance et liberté de jugement
- Processus décision simple et transparent

EXPERIENCE

- Gérants confirmés – 3 milliards sous gestion
- Expertise et capacité d'innovation importantes

CONTACTS

Dr. Melchior de Muralt dirige PPT Finance Durable.

Acteur de la création d’Ethos – une des fondations pionnières de l’Investissement responsable – M. de Muralt est entre autres Vice-Président du Comité exécutif de Blue Orchard et Président du World Microfinance Forum Geneva.

Mme Doris RoCHAT Monnier dirige les Fonds Guilé.

Précédemment responsable de clientèle institutionnelle suisse romande chez IAM et ancienne Directrice marketing de Ferrier Lullin, a rejoint PPT afin de promouvoir l’Investissement Responsable et Durable auprès des caisses de pensions suisses.

DE PURY PICTET TURRETTINI & CIE S.A.

12, rue de la Corraterie

Case Postale 5335

CH-1211 Genève 11

Switzerland

Tel: +41 22 318 81 55

Fax: +41 22 317 00 33

rochat@ppt.ch

www.ppt.ch